

# Monthey son appartenance au Chablais (vers 888-1536)

par Henri MICHELET

Plusieurs associations régionales se sont récemment créées, qui rappellent l'existence d'une ancienne division politique de notre pays.

C'est ainsi que, passant par-dessus les frontières cantonales marquées par le Rhône, les communes ont constitué, à Vouvry, le 8 janvier 1971, l'association « Chablais valaisan et vaudois ». Des sociétés à but culturel, comme les jeunesses musicales, ou à but commercial, comme les coopératives, ont placé le nom de Chablais dans le titre de leur raison sociale.

L'histoire ancienne est en quelque sorte redevenue actuelle. Car pendant près de sept siècles, depuis les environs de 888 jusqu'en 1536, la région du Haut-Lac a fait partie du territoire du Chablais. Dans le survol de cette période historique, l'évolution de la bourgade montheyssanne retiendra plus particulièrement notre attention.

Mais préalablement, jetons un rapide coup d'œil sur la formation du comté du Chablais.

## *La formation du comté du Chablais*

Lorsqu'ils expliquent l'origine du Chablais, les historiens mentionnent l'existence d'un ancien bourg situé à proximité de la localité actuelle de Villeneuve. Celui-ci est désigné dans les documents sous le nom de *Pennelucos*, forme latinisée du celte *Penn-loch*, signifiant « tête du lac ».

Par la suite, ce « sommet du lac », appelé d'abord par le nom latin *Caput lacu* ou *Caput lacense*, est devenu dans la langue populaire *Capolai*, puis *Chablais*<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, Neuchâtel, 1926-1934, art. Villeneuve. — *Dictionnaire historique, géographique et statistique du canton de Vaud*, Lausanne, 1914, art. Chablais. — Deux territoires voisins des lacs de Neuchâtel et de Morat portent aussi le nom de Chablais. Capolago, une commune du district de Mendrisio, a la même origine.

La dénomination de Chablais s'est ensuite étendue rapidement à toute la région qui a formé le comté du Vieux Chablais ou comté de la Tête du Lac.

On ignore la date exacte à laquelle ce comté fut détaché du Valais qui formait alors le *pagus vallensis*. Il y a quelque probabilité que ce remaniement du territoire valaisan se soit effectué en 888<sup>2</sup>. A cette date, Rodolphe, comte d'Auxerre, maître des territoires entre le Jura et le Mont-Joux, fonde le second royaume de Bourgogne en se proclamant roi à Saint-Maurice, en janvier 888.

Monthey est alors englobée dans le comté du Chablais. Celui-ci a pour limites Evian sur la rive gauche du lac et Vevey sur la rive droite ; il s'étend, en remontant le Rhône, jusqu'à la croix d'Ottans, sur la rivière du Trient ; selon l'expression d'un auteur, Saint-Maurice en est la capitale et Chillon la clef.

### *Sous la souveraineté des rois de Bourgogne (888-1032)*

Depuis sa fondation, vers 888, jusqu'en 1032, le Chablais est placé sous la souveraineté des rois du second royaume de Bourgogne. Quatre souverains qui séjournent souvent à Saint-Maurice se succèdent à la tête du royaume : Rodolphe I<sup>er</sup>, le fondateur (888-912) ; Rodolphe II (912-937) ; Conrad le Pacifique (937-993) ; Rodolphe III (993-1032).

Pendant cette période, on connaît quelques événements concernant l'histoire de Monthey.

La station de Marendeux était habitée déjà du temps des Romains<sup>3</sup>. On y a trouvé les vestiges d'une villa romaine et aussi de nombreuses tombes, démontrant une occupation très ancienne de toute cette région. Mais on ignore ce que furent les maîtres qui possédaient, au temps de l'Empire romain, la villa située sur le plateau de Marendeux.

Le bourg de Monthey apparaît plus tard : il semble avoir son origine liée à celle du Château de la Motte ou Château-Vieux qui se trouvait à l'extrémité du promontoire d'Outre-Vièze.

D'après certains auteurs, cette fortification, destinée à contrôler et à assurer le passage de la Vièze, aurait été construite au X<sup>e</sup> siècle. D'autres auteurs la font remonter à une date antérieure. Ils basent leur opinion sur la constatation que des promontoires semblables, déjà à des périodes plus reculées, ont servi de refuge aux populations. Le château médiéval de Monthey pourrait donc avoir succédé à un retranchement plus ancien. Les mêmes nécessités se sont reproduites au cours des siècles, celles de la défense du passage de la Vièze à la sortie du val d'Illiez.

<sup>2</sup> Wolfgang-Amédée Liebeskind, *L'Etat valaisan. Esquisse d'une histoire politique. Des origines au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle*, dans *Annales valaisannes*, 1972, pp. 1-80.

<sup>3</sup> Paul Collart, *Borne milliaire à Monthey et routes romaines du Bas-Valais*, dans *Vallesia*, t. XIV, 1960, pp. 231-240.

Les études faites par Louis Blondel, en 1951, nous ont fait connaître le plan de l'édifice du Château-Vieux<sup>4</sup>. L'archéologue genevois a relevé la position du donjon avec l'habitation du seigneur et la tour principale ; il a déterminé l'emplacement du bourg avec ses maisons et repéré les deux poternes, l'une face au pont de la Vièze, l'autre donnant dans l'enceinte du bourg. Des constructions successives ont sans doute existé. Les maçonneries encore apparentes ne semblent pas être antérieures au XIII<sup>e</sup> siècle ; elles paraissent confirmer l'opinion que le château a été construit par Thomas I<sup>er</sup>, comte de Savoie de 1189 à 1233. L'histoire de ce que furent les habitants du château reste encore à découvrir.

Au XI<sup>e</sup> siècle, il s'est passé un événement important pour la région montheysanne. Par un legs daté de 1025, un comte Anselme, probablement parent de Rodolphe III, roi de Bourgogne, fait don à l'Abbaye bénédictine de Savigny, près de Lyon, de différents domaines situés dans la région du Haut-Lac<sup>5</sup>. Dans cette donation figurent, semble-t-il, les seigneuries de Collombey et de Vionnaz. L'église de Collombey comprenait à cette époque Monthey, Troistorrents et probablement Muraz.

*Sous la souveraineté de la Maison de Savoie (1034-1536)*

Le roi Rodolphe III, qui meurt en 1032 sans laisser d'enfant légitime, a légué son royaume à l'empereur germanique, d'abord à Henri II, puis à Conrad le Salique.

Craignant pour leur autonomie, la plupart des seigneurs des comtés de Bourgogne refusent de reconnaître la souveraineté impériale. Ils soutiennent le comte Eudes de Champagne, qui prétend au trône de Bourgogne en tant que neveu de Rodolphe III par sa mère.

Pour soumettre ses adversaires, l'empereur Conrad prend les armes ; il bat son compétiteur près de Genève et il oblige les grands vassaux à le reconnaître comme leur seul et légitime souverain.

Parmi les seigneurs qui se sont rangés aux côtés de l'empereur figure le comte Hupert d'Aoste. D'après la plupart des historiens, ce personnage s'identifie avec Humbert aux Blanches Mains, le fondateur de la Maison de Savoie. L'empereur l'aurait récompensé en lui donnant de grandes étendues de terres dans la région du Haut-Lac. C'est ainsi que la Maison de Savoie aurait pris pied en Chablais, probablement en l'année 1034.

Très anciennement, Monthey a formé un mandement du comté du Chablais. Il est mentionné comme tel dans un acte du comte Thomas.

<sup>4</sup> Louis Blondel, *Le Château-Vieux de Monthey*, dans *Annales valaisannes*, janvier-juin 1952, pp. 21-28.

<sup>5</sup> D'après Jean-Emile Tamini, ce comte Anselme était évêque d'Aoste et chancelier de Bourgogne (*Bulletin paroissial de Monthey*, mai 1919).

Par une convention signée à Aiguebelle, en 1225, en présence d'Aymar, évêque de Maurienne, le comte s'engage à maintenir à l'Abbaye d'Abondance tout ce qu'elle possède dans les mandements de Féternes, d'Allinges et de Monthey.

Jusqu'en 1536, les chefs de la Maison de Savoie étant comtes du Chablais, puis ducs, demeurent les souverains de la région monthey-sanne.

*Monthey, un joyau pour les princes*

Fréquemment, les comtes donnent Monthey en apanage à des membres de la famille.

Le prince Aymon, fils du comte Thomas, reçoit en apanage non seulement Monthey, mais le Chablais et le Bas-Valais. Il a sa résidence à Chillon. Retiré à Choëx, il y meurt, dit-on, de la lèpre en l'année 1237, après avoir légué la seigneurie du lieu à l'Abbaye de Saint-Maurice. Son frère Pierre qui, en 1263, deviendra comte sous le nom de Pierre II, le Petit Charlemagne, succède à Aymon comme apanagiste du Chablais.

Dès l'année 1239, le comte Amédée IV détache Monthey pour le donner à sa sœur Marguerite, épouse de Hartmann IV de Kybourg. L'acte de donation est conservé. Il y est dit ceci :

« Parce qu'au cours des temps, la mémoire des hommes est oublieuse, moi Amédée, comte de Savoie et marquis en Italie, j'ai cru à propos de faire savoir aussi bien aux hommes de ce temps qu'à la postérité et à tous ceux à qui il importe de savoir que j'ai donné le château de Monthey, avec toutes ses atténuances, en hommes nobles et plébéiens, avec les terres et les droits que j'ai possédés, à ma sœur Marguerite, comtesse de Kybourg, pour qu'elle puisse en jouir librement. Pour valider cette donation et la maintenir en vigueur dans le temps, j'ai décidé de munir cet acte du sceau de ma mère la comtesse. Donné à Chillon en l'an de grâce 1239, en la fête de saint Gall » (18 octobre)<sup>6</sup>.

« Comme un joyau de famille », Monthey passe ensuite aux mains d'autres princes et princesses. Suzanne Delacoste a décrit d'une façon imagée ce « destin princier » de Monthey.

« Monthey a toujours été la préférée des dieux. Dans la grande famille des localités valaisannes, elle est la fille qui a bien tourné.

» Au XIII<sup>e</sup> siècle, à l'époque où elle commence sérieusement à faire parler d'elle, elle est déjà si précieuse qu'elle figure dans les corbeilles de mariage des princesses ou dans la liste de leurs cadeaux d'anniversaires. Ainsi, en 1239, Amédée IV de Savoie s'empresse d'offrir la ville à sa sœur Marguerite de Kybourg. Le comte Edouard la donne à sa mère Marie de Brabant, Amédée VI l'apporte comme une pêche

<sup>6</sup> Samuel Guichenon, *Histoire généalogique de la royale Maison de Savoie*, t. IV, pp. 63-64 (traduit du latin). — La fête de saint Gall était célébrée le 18 octobre.



dans son panier, à sa sœur Blanche Visconti et Philippe II en fait cadeau à sa nièce Louise de Luxembourg, en 1497.

» S'il s'était agi de maisons lépreuses, habitées par des gens hargneux, sous un ciel inclément, on peut bien penser que Monthey n'aurait pas ainsi passé de mains princières en mains princières, comme un joyau de famille. »<sup>7</sup>

On connaît quelques faits concernant les relations des princes savoyards avec Monthey.

On sait que Marguerite de Kybourg, après la mort de son mari, a résidé quelque temps au château de Monthey. Elle devait mourir en 1283. Marie de Brabant qui reçut Monthey en 1329 de son fils le comte Edouard était la veuve d'Amédée V († 1323) ; elle était encore douairière de Monthey en 1336.

Amédée VI, le Comte Vert, a manifesté bien des fois ses faveurs à l'égard de Monthey. C'est lui qui, le 11 mai 1352, concède les franchises, signant un pacte avec ceux qu'il appelle « Nos bien-aimés bourgeois de Monthey ». Il s'engage à défendre « ce castel contre toute attaque injuste, ainsi que notre propre bien »<sup>8</sup>. Il est vrai qu'en contrepartie il exige quelques redevances : la somme payée par Monthey pour les franchises s'élève à cent quatre-vingts florins d'or. Le comte veut aussi s'assurer les bonnes grâces des Montheysans, car il a besoin de leurs services dans la campagne qu'il mène à cette époque contre le Valais épiscopal.

Cinq ans plus tard, en 1357, Amédée VI donne Monthey en apanage à sa sœur Blanche, épouse de Galéas II Visconti, seigneur de Milan. Ce dernier étend les franchises du bourg de Monthey à tout le mandement qui comprend encore Troistorrents, Collombey, Muraz et Illarsaz. Les Visconti se font représenter à Monthey par un gouverneur ; ils conservent la cité bas-valaisanne jusqu'en 1404.

En 1497, le duc Philippe donne Monthey à sa nièce Louise, épouse de François I<sup>er</sup> de Luxembourg.

Monthey passe aux mains de princes et de princesses, mais le chef de la Maison de Savoie demeure le souverain du pays. On le voit bien par un acte de 1528. Les Montheysans ont à se plaindre des vexations exercées par les officiers de François de Luxembourg. Le duc Charles III leur promet son appui leur disant : « Et quand ils feront chose qu'ils ne doivent faire, nous en ferons toujours la pugnition celle que raison et justice requerera »<sup>9</sup>.

<sup>7</sup> Suzanne Delacoste, *Monthey*, col. *Trésors de mon pays*, 1962, p. 5.

<sup>8</sup> Nous reviendrons plus loin sur la charte des franchises et sur la formation de la commune de Monthey (voir pp. 118-120).

<sup>9</sup> Henri Michelet, *Le Vieux Chablais des origines à 1569*, dans *Pages Montheysannes*, N° 9, 1974, p. 147.

Placée sous la souveraineté de la Maison de Savoie, la région montheysanne est administrée par des seigneurs ou par des officiers délégués.

### *Seigneurs ecclésiastiques et vidomnes*

Des seigneuries ecclésiastiques possèdent des terres à Monthey et dans les environs.

On a dit ci-dessus qu'en 1025 Collombey-Monthey et Vionnaz ont été donnés par un comte Anselme à l'Abbaye bénédictine de Savigny. Cette seigneurie ecclésiastique, avec le consentement des évêques de Sion et de Lausanne, cède, en août 1263, à l'Abbaye de Saint-Maurice Collombey avec ses dépendances — Monthey et Troistorrents — et reçoit en échange Bioley-Magnoux, au Pays de Vaud. Mais les seigneuries ecclésiastiques lyonnaise et agaunoise administrent leurs territoires par des vidomnes.

Le titre de vidomne désigne à l'origine le représentant d'une seigneurie ecclésiastique. Ce qualificatif est donné par la suite à tout administrateur de terres ayant appartenu à un pouvoir ecclésiastique. Le vidomne de Monthey possède une partie du bourg à titre seigneurial ; il doit de ce fait hommage au prince savoyard.

On trouve comme vidomnes de Monthey des représentants de familles nobles bien connues.

A la porte de Monthey, les *de Collombey*, mentionnés dès 1131, possèdent des terres éparses dans le Chablais. Dès 1241, la famille tient le vidomnat de Collombey ; en 1279, elle obtient en fief du comte de Savoie le vidomnat de Monthey. Un siècle plus tard, Jean de Collombey cède sa part du vidomnat de Monthey à Perrod *Fabri*, juge mage du Chablais. Blanche de Savoie, épouse de Galéas Visconti, qui tient Monthey en apanage, puis Amédée VIII, en 1410, confirment les droits de Perrod Fabri sur le vidomnat. Ces droits passent ensuite aux *Vuippens*. Jacqueline de Vuippens épouse Jean de *Lornay*, lui apportant, comme héritière universelle de Perrod Fabri, le vidomnat de Monthey. Malgré certaines irrégularités encourues, Louis de Savoie, lieutenant général du duché pour son père Amédée VIII, consent à inféoder, le 28 mars 1436, à Jean de Lornay et à sa femme Jacqueline de Vuippens, le vidomnat de Monthey.

Le 14 février 1505, Pierre *du Rosey* achète le vidomnat de Monthey à Louis de Lornay pour le prix de trois cents florins. Cette acquisition concerne « le bourg de Monthey, Collombey-Muraz et Troistorrents, avec fiefs, domaine direct et juridiction féodale, la seigneurie de Martenoît et diverses redevances en argent »<sup>10</sup>.

La République des Sept Dizains dépouillera les *du Rosey* de leurs droits sur Monthey en 1547.

<sup>10</sup> *Armorial valaisan*, Zurich, 1946, art. des familles citées.

### *Les majors*

A un palier inférieur, Monthey est administrée par des majors. Pendant plus de trois siècles, la famille *de Monthey* ou *Montheolo* exerce la fonction de major.

Cette famille originaire, dit-on, de Chambéry apparaît avec Pierre de Montheolo dans un acte de 1206. Elle forme ensuite plusieurs branches dont l'une acquiert les vidomnats de Massongex et de Leytron, l'autre la majorie de Monthey.

Le premier représentant connu de cette dernière lignée est Boson I<sup>er</sup>. Il prend part, comme chevalier, à la croisade de saint Louis, roi de France ; il est major de Monthey dès 1233 et il meurt vers 1255. Son fils Jean I<sup>er</sup> lui succède ; il détient la majorie avec Guillaume de Montheolo, son oncle. Jean meurt prématurément vers 1259. Sa veuve, Lyonette Mestral de Villeneuve est citée dans les actes comme majeure.

Le fils aîné de Jean I<sup>er</sup>, Guillaume III, fonde en 1286 la chapelle de saint Théodule ; il est l'auteur de la branche dite *Majoris*. Ses descendants conservent la majorie de Monthey, dépendante de la Savoie, jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle.

Nicod II Majoris de Montheolo vend son office, le 17 février 1524, à son beau-frère le notaire Antoine Troillet, de Bagnes. Mais la Savoie refuse l'investiture. Trois ans plus tard, en février 1527, Pierre II *de Veteris* (Vieux), faisant valoir auprès du souverain « de prétendus liens de parenté », acquiert la majorie du couple Troillet-de Montheolo, pour le prix de cent écus. Le major Pierre de Veteris meurt vers 1552. Ses deux fils Claude-François et Rolet obtiennent du gouvernement valaisan une reconnaissance de leurs fiefs à Monthey, en 1565.

Rolet de Veteris qui paraît avoir succédé à son père, désirant quitter le pays, remet en 1572, à la République des Sept Dizains, la majorie avec toutes ses attributions et ses avantages.

C'est ainsi qu'après s'être emparée du vidomnat en 1547, après avoir acheté la majorie en 1572, la République des Sept Dizains était désormais en possession des deux principaux offices seigneuriaux du bourg de Monthey<sup>11</sup>.

### *Les châtelains*

Au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, le comte Pierre II de Savoie réorganise ses Etats.

A son arrivée au pouvoir, les fonctions administratives et judiciaires sont héréditaires. Les abus du pouvoir sont fréquents. Pour y porter remède, Pierre II s'efforce d'abolir l'organisation féodale. A cet effet,

<sup>11</sup> Jean-Emile Tamini, *Petit essai d'histoire de Monthey*, dans *Bulletin paroissial de Monthey*, de mai 1919 à novembre 1920.

il restreint l'autorité des seigneurs locaux par la création de baillis et de châtelains, fonctionnaires nommés et révoqués par le comte ; il établit également des statuts par lesquels il réforme la justice.

Dans cette réorganisation, le mandement de Monthey forme une châtelennie rattachée au bailliage du Chablais. Le siège du bailliage est Chillon. Il arrive pourtant que le bailli transporte ailleurs sa résidence lorsque les événements nécessitent sa présence à un autre endroit. On le trouve entre autres à Evian ou à Conthey.

Bien que formant théoriquement deux châtelennies distinctes, celles de Monthey et de Saint-Maurice sont souvent unies sous l'autorité d'un même châtelain.

Le châtelain de Monthey réside au château. Représentant du comte, il administre les possessions de la châtelennie ; il surveille le recouvrement des revenus du prince, qui s'opère par les métraux, les percepteurs des droits de passage ou péage, et les autres préposés ; il afferme les impôts, les gabelles, les droits de pêche, les fours et les moulins. Il assermente les syndics.

Pour l'aider dans sa charge, le châtelain choisit comme lieutenant une personne agréée du prince. Le châtelain exerce aussi le pouvoir judiciaire. Comme juge, il dispose d'une cour et il est assisté d'un clerc, qui, plus tard, prendra le nom de curial.

Souvent le châtelain est d'origine savoyarde. Nous nous contenterons de relever les noms de quelques châtelains choisis dans les familles nobles du pays.

Les *d'Arbignon* fournissent plusieurs châtelains. Originaire du hameau de ce nom, près de Collonges, une branche de cette famille s'établit à Collombey en 1216, où elle construit le château, devenu aujourd'hui le couvent des Bernardines. Les frères Guillaume et François d'Arbignon sont châtelains de Monthey au temps où Marie de Brabant est douairière du lieu. Un autre membre de la famille, Jean d'Arbignon, exerce la fonction de châtelain de 1524 à 1526.

Aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, la famille *Paërnat*, en faveur auprès des princes, obtient souvent la charge de châtelain.

Connue à Saint-Maurice au XIII<sup>e</sup> siècle, une branche de la famille Paërnat s'établit à Monthey vers 1400. Robert Paërnat, notaire, fonctionne de 1401 à 1417 en qualité de lieutenant de Louis Grimaldi, châtelain non résident de Monthey. Par la suite, il devient secrétaire et trésorier ducal. Ce dernier fonde, en 1444, une chapelle dans l'ancien hôpital de Monthey. De 1446 à 1448, il est châtelain. Il achète la charge de curial en 1452 et 1456 ; il meurt en 1489. Au siècle suivant, Jean Paërnat est châtelain de 1505 à 1512. Son frère Pierre IV est mentionné comme châtelain en 1517 et en 1544. Jean-Didier Paërnat réclame la charge de curial comme héréditaire dans sa famille ; il fait partie de la délégation qui reconnaît l'autorité valaisanne en 1536.

Le dernier châtelain du régime savoyard est le notaire Louis Pomel (Pomelli). En 1536, il encourage les gens de Troistorrents et d'Illiez dans leur réticence à reconnaître la République des Sept Dizains. Le châtelain gêne à tel point les Valaisans que ceux-ci envisagent la nécessité de le conduire à Sion sous escorte. Pomel semble ensuite s'être rallié au nouveau régime, car il est encore châtelain en 1538, après la reconnaissance de la République des Sept Dizains.

### *La judicature*

En règle générale, à l'époque du régime savoyard, les seigneurs et le châtelain exercent la justice en première instance. Le vidomne rend la justice aux mois de mai et d'octobre.

L'appel contre le jugement de première instance se fait d'abord directement au comte. Ses occupations absorbantes ne lui permettant plus de s'occuper de tous les nombreux recours, Pierre II établit pour cet office des juges mages. Le juge mage parcourt sa province tenant ses assises ordinairement dans le chef-lieu de la châtellenie ; il rend la justice entouré des assesseurs, du secrétaire et d'autres procureurs, « tous gens de profession ».

A la fin du XIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIV<sup>e</sup>, le juge mage du Chablais réside à Saint-Maurice, à « la tour au comte », située près de la nouvelle coopérative du Chablais. Souvent il cumule sa charge avec celle de châtelain de l'endroit.

Contre la sentence du juge mage, on peut en appeler au prince ou, depuis 1288, à son Conseil à Chambéry.

Dans les lignes qui précèdent, nous avons décrit d'une façon sommaire l'organisation du pouvoir tel qu'il était pratiqué au Moyen Âge à Monthey. Le prince, souverain du lieu, exerce son autorité par des seigneurs, des vidomnes et des châtelains ; le juge mage fait office de recours contre les jugements des cours de première instance.

Le bourg et ses habitants retiendront maintenant notre attention.

### *Le bourg et sa population*

Chef-lieu de châtellenie, Monthey est, au Moyen Âge, un bourg fermé. Il est bâti à l'entrée de la vallée formée par la Vièze. A cette époque, la rivière coule non pas derrière le Château-Vieux, mais au milieu de la localité, à l'endroit où se trouve aujourd'hui l'Hôtel de ville. Souvent la Vièze déborde, détruisant sur son passage champs, vignes et maisons. Les inondations de 1394 et de 1478 sont particulièrement désastreuses. En 1486, on entreprend de conjurer les débordements de la rivière en lui creusant un nouveau lit derrière la colline du Château-Vieux. Mais, après un mois de travail, faute de ressources, on renonce à cet ouvrage qui sera repris avec succès en 1726.

La colline du château actuel porte déjà quelques constructions, entre autres la tour et la demeure des de Montheolo.

Des hameaux sont disséminés en dessous du bourg : Mabillon, Pronayaz, Valettes, Chavennes (appelé depuis Novéréaz) et Vers-Pont.

Monthey apparaît comme un bourg relativement petit, protégé du côté de la plaine par le Château-Vieux et la Vièze.

L'évaluation de la population ne peut être que très approximative. Les rares recensements sont difficiles à interpréter : d'une part, les hommes ne sont pas toujours classés d'après leur habitat, paroisse ou hameau, mais d'après leur appartenance à un seigneur ; d'autre part, les textes n'indiquent jamais le nombre d'habitants, mais celui des « feux », c'est-à-dire des foyers et des ménages.

Pour nous faire une idée de la population de Monthey, nous établirons un tableau tiré de « l'échelle des populations » laissée par le banneret de Vantéry. Ce dernier a consigné les résultats de recensements se rapportant à des dates diverses<sup>12</sup>.

La première évaluation que nous reprenons se base sur la « reconnaissance des extentes » faite en 1329, sous le comte Edouard, Marie de Brabant, ex-comtesse de Savoie, étant dame de Monthey. Une autre reconnaissance des extentes que nous utilisons est de 1352, sous Amédée VI. Les deux autres dénombrements que nous employons sont, l'un de 1523, où le mandement de Monthey est appelé à payer « une taille » au seigneur duc, et l'autre de 1535, qui est relevé sans autre précision.

*Tableau des recensements avec les chiffres concernant Monthey seul et le mandement entier*

	<i>Monthey</i>	<i>Mandement</i>
1329	182 feux	688 feux
1352	109 »	399 »
1523	128 »	478 »
1535	148 »	549 »

En adoptant une moyenne de cinq personnes par feu, on arriverait à la population suivante :

	<i>Monthey</i>	<i>Mandement</i>
1329	910 habitants	3440 habitants
1352	545 »	1995 »
1523	640 »	2390 »
1535	740 »	2745 »

On constate une forte régression de la population entre 1329 et 1352 ; elle se monte à septante-trois feux pour Monthey et à deux cent quatre-vingt-neuf feux pour le mandement.

<sup>12</sup> Pour établir ce tableau, nous utilisons une copie de « l'échelle des populations », conservée par François Boccard, dans *Textes et documents* (manuscrit, t. II, pp. 227-229). Archives de l'Abbaye de Saint-Maurice.

L'épidémie de peste qui sévit maintes fois à cette époque est la cause principale de cette diminution. La peste de 1349 a été particulièrement meurtrière. Elle a été dénommée *extra-mors*, d'où le dicton est venu :

*En mil trois cent quarante neuf  
De cent ne restait que neuf !*

Cette peste enleva à Monthey quatre-vingt-cinq feux et au mandement deux cent septante-six feux.

Une autre cause a contribué à la diminution de la population : pendant cette même période le Rhône et la Vièze ont causé des inondations submergeant une partie des terres de la plaine. Bon nombre d'entre elles qui figurent dans les reconnaissances de 1329 ne sont plus mentionnées en 1359 parmi les possessions soumises au fief.

A Monthey, comme ailleurs à l'époque féodale, les familles nobles constituent la classe privilégiée ; mais la majorité de la population a une situation relativement précaire. Elle se divise encore en deux catégories. Le premier groupe est formé d'hommes qui tiennent des maisons ou des fermes à titre de fiefs ou de rentes seigneuriales. Ils sont soumis à certaines prestations annuelles ; ils doivent accomplir des corvées personnelles et servir le seigneur à la guerre. L'autre groupe de la population comprend des gens qui ne sont pas propriétaires fonciers. Leur condition est celle de serfs, c'est-à-dire qu'ils n'ont la libre disposition totale ni de leurs personnes ni de leurs biens.

Ces servitudes héritées des coutumes romaines et germaniques sont progressivement adoucies sous les comtes de Savoie. Dès le XII<sup>e</sup> siècle, les habitants d'une localité prennent l'habitude de s'assembler pour gérer leurs affaires ou des biens communs. Les diplômes d'affranchissement libèrent des groupes d'habitants des tailles, des services personnels, et parfois des gabelles et des péages.

Ce mouvement communal s'est aussi manifesté à Monthey.

### *Les franchises communales*

En bien des endroits, les assemblées de bourgeois ont précédé la concession des franchises, la charte venant ensuite reconnaître et préciser une situation déjà existante. Cette manière de faire s'est probablement présentée pour Monthey. La charte de franchise accordée par le comte Amédée VI, le 11 mai 1352, laisse en effet supposer l'existence de lettres de franchises plus anciennes. D'après l'historien Anne-Joseph de Rivaz, celles-ci auraient été données par Amédée V, en 1329.

La charte de 1352 débute par un préambule remarquable qui souligne les sentiments chrétiens du prince. Amédée VI considérant « la liberté naturelle de l'homme, racheté par la bonté de son créateur,

entend restaurer cette liberté en dépit du droit existant qui avait rétabli la condition de serfs »<sup>13</sup>.

En même temps qu'elle exempte les bourgeois de certaines redevances, la charte des franchises donne compétence à la communauté pour élire les syndics ou autres mandataires. Ces derniers, assistés d'un conseil, ont pour office de gérer les biens de la commune.

Amédée VI s'engage aussi à défendre « ce castel contre toute attaque injuste, ainsi que notre propre bien ».

En contrepartie, le comte exige le paiement de sept deniers mourois par feu à la saint Martin et un mois de cavalcade ou de service militaire par an.

Les redevances dues au prince varieront au cours des ans. En 1422, chaque feu est imposé pour un florin ; les nobles sont exemptés de cet impôt à cause des obligations militaires qu'ils remplissent en temps de guerre.

Le prince peut aussi appeler ses sujets à participer à des dépenses extraordinaires. Les occasions de cette perception sont variées : passage de l'empereur à travers le comté, mariage d'une princesse, expédition militaire, etc. Dans la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, ces contributions sont levées fréquemment, en moyenne tous les trois ou quatre ans. Dans les années 1368-1369, le Comte Vert, Amédée VI, prélève deux florins par feu pour les frais de la croisade qui le conduit à Gallipoli (sur les Dardanelles) puis sur les rivages de la Bulgarie. Cette « levée de subsides » rapporte dans le mandement de Monthey quatre cent soixante florins.

Aux redevances habituelles, s'ajoutent celles des bans. A Monthey, le prince se réserve la vente du vin pendant quinze jours au mois de mai ; quiconque transgresse cette loi doit payer soixante shillings d'amende. En dehors de ce temps, tout bourgeois peut débiter du vin. Le ban du moulin et du four qui existe dans d'autres localités n'est pas mentionné dans les chartes de franchises d'Amédée VI<sup>14</sup>.

Pour devenir bourgeois, il faut avoir habité dans la ville pendant un an et un jour et avoir été reçu par le Conseil et les syndics. La charte fixe les droits et devoirs des bourgeois ; elle édicte des ordonnances concernant le culte et la moralité ; elle promulgue des règlements relatifs aux auberges, aux magasins et à la police, etc.

Quelques mois après la signature de la charte, les Montheysans profitent du passage du comte dans la région pour lui adresser encore « une humble supplique ». Accédant à la pétition, le comte leur accorde une addition en cinq points aux franchises du 11 mai. L'une d'elles a trait à l'élection des syndics et procureurs. L'élection faite par l'assemblée

<sup>13</sup> Tamini, dans *Bulletin paroissial de Monthey*, juin 1920. — Grégoire Ghika, *Les franchises de Monthey*, dans *Annales valaisannes*, janvier-juin 1952, pp. 29-56.

<sup>14</sup> Tamini, dans *Bulletin paroissial de Monthey*, août 1920.



des bourgeois et habitants devait obtenir l'approbation du châtelain en charge. Cette restriction est atténuée par un nouvel article où il est seulement prévu que les syndics prêteront le serment ordinaire « dans les mains » du châtelain en charge. Cet additif est daté de La Tour de Vevey, le 25 novembre 1352.

Par la suite, plusieurs princes ou seigneurs renouvellent ou complètent les franchises de Monthey. En 1401, Galeas Visconti, devenu seigneur de Monthey par son mariage avec Blanche de Savoie, renouvelle et étend à tout le mandement les franchises accordées au bourg de Monthey ; les franchises sont encore confirmées par le duc Amédée VIII en 1434, par le duc Louis en 1438, par le duc Charles I<sup>er</sup> en 1484, et enfin en 1490 par Blanche de Montferrat qui est régente du duché pour son fils Charles II.

Les chartes des franchises ont régi pendant deux siècles la vie de la cité montheysanne. Que ce soit dans l'organisation de la commune, dans la réglementation du commerce ou dans les dispositions pénales, les textes des franchises nous donnent une image vivante des préoccupations et des mœurs de l'époque. Ces dispositions pénales précises devaient contribuer au bon ordre de la cité. De telles dispositions feront défaut sous la République des Sept Dizains. C'est à cause d'une amende inique infligée par le gouverneur que la bannière de Monthey déclenchera, le 8 septembre 1790, le mouvement d'indépendance. De plus, dans les revendications à la diète les Bas-Valaisans réclameront le rétablissement des anciennes franchises.

*Agriculteurs, mais déjà commerçants, industriels et voyageurs*

Au Moyen Age, l'occupation principale des habitants de Monthey et de la région environnante semble avoir été l'agriculture. Celle-ci a été développée par les moines.

Des seigneuries ecclésiastiques, les Abbayes de Saint-Maurice d'Agaune, d'Ainay près de Lyon et de Saint-Michel de Cluses en Piémont, possèdent de grandes étendues de terres en Chablais. Ces monastères et leurs dépendances sont non seulement des foyers religieux, mais encore des centres économiques et intellectuels de la région. Retenons à ce propos la constatation faite par l'historien vaudois Maxime Reymond : « Le monastère d'Agaune et ses fondations si nombreuses avant l'an mille dans tout le bassin du Léman, transforment le Vieux Chablais en campagnes prospères à la végétation abondante, variée et fructueuse »<sup>15</sup>.

Sous le régime savoyard, l'agriculture continue à prospérer à Monthey. Son sol fertile se prête à de nombreuses cultures. On y trouve des

<sup>15</sup> Maxime Reymond, *Les grands courants monastiques en pays romand*, dans *Echos de Saint-Maurice*, mai et juin 1929.

champs de céréales, des prairies, des vignes et sur le coteau, des châtaigneraies. La bourgeoisie de Monthey possède de vastes biens. Ils consistent principalement en forêts et en pâturages, situés dans les îles et à la montagne<sup>16</sup>.

Les cultures et l'élevage entraînent comme conséquence le développement du commerce. Monthey devient le rendez-vous des populations environnantes. La charte des franchises de 1352 atteste déjà l'existence du marché du mercredi et celle de deux foires annuelles, l'une la semaine dans l'octave de Pâques et l'autre le 31 août.

Pour vendre ou échanger les produits du bétail et faire ses emplettes, on vient au marché ou à la foire de Monthey non seulement de la plaine et de la montagne voisines mais encore de la vallée d'Abondance. Comme bien d'autres localités valaisannes, Monthey voit affluer des Lombards et des Juifs qui extorquent les populations par la fraude et l'usure. Afin de refréner leur cupidité, le comte édicte des règlements sévères.

Pour tenir marché, Monthey construit des halles, sur la place publique, dont l'existence est mentionnée dès le XIV<sup>e</sup> siècle. Détruites par l'incendie de 1391, elles sont refaites en 1405, puis en 1450. Les halles servent à des usages multiples. On n'y vient pas seulement pour le marché ; dans son enceinte ont lieu les séances judiciaires, les réunions publiques, les plaids, les assemblées du mandement et de la bourgeoisie.

Dans la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, Monthey possède une industrie qu'on peut qualifier de florissante pour l'époque. On y dénombre six moulins dont l'un est propriété du prince, plusieurs foulons, des martinets, des tanneries, des teintureries, des scieries et d'autres établissements actionnés par l'eau de la Vièze. Il existe déjà à Monthey des boulangeries, des hôtelleries, des auberges et une boucherie. Celle-ci se tient à une aile du banc des halles. La bourgeoisie en obtient le monopole. Le 4 mars 1494, elle confie l'exploitation à Antoine Votaz pour une année ; la concession est renouvelée pour les années 1495 et 1496.

Les Montheysans étaient agriculteurs se transformant suivant les occasions en commerçants ou en industriels. Un autre groupe de personnes mériterait une étude particulière. Déjà à cette époque, des Montheysans ont effectué des séjours à l'étranger ou même y ont pris un emploi. Nous ne retiendrons que deux noms.

Rodolphe de Vantéry, fils de Rolet, secrétaire de l'évêché de Genève, devient l'un des secrétaires du concile de Bâle ; il est fait ensuite archiprêtre de la collégiale des Macchabées à Genève où il meurt en 1471.

Un autre Montheysan, ecclésiastique également, François Paërnat, se trouve à Liège au moment du sac de cette ville par Charles le Téméraire en 1468. On ignore pourquoi Paërnat séjourne dans la cité belge :

<sup>16</sup> Tamini, dans *Bulletin paroissial de Monthey*, avril et mai 1920.

est-ce pour raison d'étude ou d'aumônerie militaire ? Dans sa vie, un fait intéressant mérite une mention. Frappé par les événements, Paërnat écrit ou du moins transcrit une *Complainte sur le sac de Liège*. Ce long poème s'achève par cette phrase : « Ici finit la complainte de Liège, terminée par moi, François Paërnat, prêtre, l'avant-veille de la saint Thomas apôtre en l'an de Notre Seigneur 1475 »<sup>17</sup>.

Cette *Complainte* constitue l'une des rares œuvres littéraires de chez nous ; elle nous apporte un faible écho de ce que pouvait être la vie de l'esprit avant 1500. De plus, ce poème a encore un autre intérêt : il semble faire allusion à des événements qui viennent de se passer en Valais. Le 13 novembre 1475 les Haut-Valaisans battent les Savoyards sous les murs de Sion, puis ils occupent le Bas-Valais en incendiant les châteaux ou positions fortes sans épargner des églises. Pour Paërnat, Montheysan appartenant à un bourg savoyard, ces « pillages » ont pu raviver des souvenirs. Certains vers s'appliquent aussi bien aux événements valaisans de 1475 qu'au sac de Liège de 1468 : « ... Et mes villages, qui nourrissaient tous mes ménages et cultivaient mes terres, ont tous été brûlés ; je deviens folle de douleur en y pensant. S'introduisant sans pitié dans la noble vallée de Franchimont, ils l'ont mise à sac. Ils ont tout détruit. Ils ont aussi — et c'est bien pire — honteusement violé et brûlé mes églises, sans répit ni miséricorde... »<sup>18</sup>

A travers les récits relatés dans les livres d'histoire et les revues, nous nous sommes efforcés dans ce chapitre de décrire la vie de la cité montheysanne au Moyen Age.

Nous n'avons donné que « la vision » d'un auteur qui dépeint un pays qu'il a étudié dans les livres, sans le visiter. La réalité apparaît parfois passablement différente : bien des détails étaient demeurés inconnus. En formulant cette même réserve, nous croyons intéressant de citer la description de la vie montheysanne au Moyen Age de l'historien Jean-Emile Tamini : « ... Par ce qui précède on peut se faire une idée de la vie bourgeoise au Moyen Age à Monthey, centre de la châteltenie de ce nom. Que l'on se représente ce peloton de soldats qui monte relever la garde au Château-Vieux ; ce couple de magistrats se rendant au local des séances ; parfois, il vient, pour procéder à un interrogatoire et prononcer un jugement au banc des halles, appelé à cet effet banc de justice. Les fabriques travaillent. Entendez le bruit sourd des roues qui tournent péniblement sous les efforts de l'eau, les coups saccadés des marti-

<sup>17</sup> La fête de saint Thomas était célébrée le 21 décembre. — François Paërnat fut curé de Miollans en 1484, de Conthey 1484-1491, de Collombey 1490-1508, recteur de la chapelle Paërnat 1497-1508. (Dans *Annales valaisannes*, décembre 1963, p. 80.)

<sup>18</sup> Le manuscrit de ce poème est conservé aux Archives de l'Etat de Genève. Sa publication a été faite dans *Annales valaisannes*, décembre 1963, par Paul Zumthor et Willem Noomen, avec *Avant-propos* de Léon Dupont Lachenal. — Vers cités 412 à 424, d'après cette publication.

nets ; tandis que l'agriculteur et le vigneron, un outil sur l'épaule, traversent le bourg pour aller au travail. Du reste assez calme, la localité prend un aspect de vie intense aux jours de marché et de foire surtout, quand la montagne et la plaine convergent vers Monthey, pour traiter d'affaires, pour acheter ou vendre du bétail, pour échanger des produits ou faire des commissions. Dites-moi, en pareil jour, notre petite cité ne donnait-elle pas déjà l'illusion d'un chef-lieu ! »<sup>19</sup>

Pour connaître la vie des Montheysans de l'époque, il nous reste encore à considérer leur esprit chrétien qui, comme dans tout le Chablais, s'est manifesté par la construction d'édifices religieux.

### *Edifices religieux et hôpitaux*

Au point de vue paroissial, Monthey est encore rattaché à Collombey qui est l'église-mère de toute la région. Mais de nombreuses églises ou chapelles se construisent sur son territoire<sup>20</sup>.

Le Château-Vieux renferme la chapelle de saint Marcel, pape et martyr (309). Construite probablement par le comte Thomas I<sup>er</sup>, au début du XIII<sup>e</sup> siècle, elle est dotée par Aymon, comte de 1329 à 1343. Vers 1450, le château menaçant ruine, on transporte l'autel de saint Marcel dans la chapelle de l'hôpital, puis dans l'église paroissiale de Collombey.

Dès 1286 apparaît à Monthey une chapelle établie par Guillaume de Montheolo, en l'honneur de saint Théodule. Ce sanctuaire est construit sur l'emplacement de l'arsenal, au « quartier de la Tour ». Pour le doter, le noble fondateur cède différentes redevances dans la châtelainie, notamment à Massongex et à Daviaz. Cette église possède son propre recteur qui a l'obligation de dire la messe du matin les dimanches et jours de fêtes. Il doit faire le catéchisme aux enfants et administrer les sacrements dans « le ressort de la bourgeoisie » ; mais les baptêmes, les mariages et les sépultures se font à Collombey.

L'existence d'une maladrerie dans le bourg de Monthey est mentionnée en 1280. Au siècle suivant, l'établissement est transformé en hôpital. Pour le service de cette maison hospitalière, Guillaume Marigny, curé de Bagnes, mais ressortissant d'une famille savoyarde établie à Collombey, fonde une chapelle souvent dénommée église. Un acte reçu le 12 septembre 1384 par le notaire Jaquemet de Quartéry nous apprend que Marigny lègue la moitié de ses avoirs pour la fondation d'une chapelle à l'hôpital ; il lègue l'autre moitié de ses biens à ses neveux Guillaume et Antoine Brithonis. A cause d'une substitution faite antérieurement, ce legs n'a pas d'effet immédiat. Par acte du

<sup>19</sup> Tamini, dans *Bulletin paroissial de Monthey*, mai 1920.

<sup>20</sup> Jean-Emile Tamini et Pierre Délèze, *Nouvel essai de Vallesiana christiana*, Saint-Maurice, 1940, chap. *Monthey*, pp. 144-151. — Boccard, *Textes et documents*, t. II, pp. 225-226.

18 septembre 1418, les intéressés, Guillaume et Antoine Brithonis, abandonnent enfin la part d'héritage destinée au sanctuaire, ne se réservant que le patronage du bénéfice de recteur. On érige alors l'église de l'hôpital placée sous le vocable de saint Antoine. Elle est desservie par le recteur affecté à l'hôpital.

Le 6 mai 1444, Pierre Paërnat, secrétaire et trésorier ducal, fonde une chapelle dans cette église de l'hôpital ; elle est dédiée à saint Jean-Baptiste. En 1519, Jean de Veteris renforce la dotation de l'église de l'hôpital en y fondant la messe matinale du dimanche, « vu que l'office paroissial se dit à Collombey ».

Plus tard, Charles-Emmanuel, duc de Savoie de 1580 à 1630, bien que n'ayant plus autorité sur Monthey renforcera le bénéfice de cette chapelle. Le texte de la dotation rappelle l'attachement des Paërnat à la Maison de Savoie. S'adressant à Barthélemy Paërnat et à ses enfants Pierre et Jean, le duc fait cette déclaration : « Voulant par ce leur bailler moyen de continuer une si sainte fondation et témoigner par là combien nous faisons état de la générosité et ancienne noblesse de leurs prédécesseurs, des quels ils sont non seulement héritiers en biens terriers, mais encore en leurs vertus, valeur et fidélité à notre Maison, ainsi qu'en ont baillé de suffisantes preuves es occasions es quelles nous les avons employé pour notre service. A cette cause etc etc mandons à cet effet à notre trésorier de faire payer aux dits seigneurs Paërnat la somme de soixante ducats pour l'entretien du chapelain et de la dite chapelle. » <sup>21</sup>

Aussi le recteur est-il tenu à deux messes par semaine, l'une pour le sérénissime duc et sa Maison et l'autre pour la famille du fondateur.

La chapelle du Pont est également construite sous le régime savoyard. C'est en 1490 que François Concilli dédie ce sanctuaire à l'Annonciation de la Vierge. La Vièze coulant alors sur la place du marché, la chapelle se trouvait sur la rive droite. Le fondateur la dote, en 1518, avec obligation d'assurer quatre messes par semaine.

Ces nombreux sanctuaires construits et dotés par des familles de l'endroit ne sont-ils pas la manifestation visible de l'esprit de foi qui animait les habitants de la cité au Moyen Age ?

### *La République des Sept Dizains est aux portes de Monthey*

Les événements qui vont provoquer la chute du régime savoyard à Monthey commencent en 1475.

Yolande de France, sœur de Louis XI, est régente de Savoie pendant la minorité de son fils Philibert I<sup>er</sup>. Dans l'espoir de voir son fils épouser la fille du duc de Bourgogne, elle prend le parti de Charles

<sup>21</sup> Conservé dans Boccard, *Textes et documents*, t. II, p. 226, sans mention de la date.

le Téméraire. La République des Sept Dizains est l'alliée de Berne et des Confédérés.

La guerre devient inévitable. Les troupes savoyardes passent la Morge de Conthey, qui fait frontière entre les deux Etats, et pénètrent dans la ville de Sion. C'est alors que les troupes de Berne et de Soleure, débouchant par le Sanetsch, viennent au secours des Valaisans ; avec ces renforts, les « Patriotes » gagnent la bataille de la Planta, le 15 novembre 1475. Les jours suivants, les Haut-Valaisans s'avancent jusqu'à Saint-Maurice, incendiant sur leur passage toutes les fortifications savoyardes.

A la suite de cette victoire, la République des Sept Dizains s'étend jusqu'à Massongex. Un gouverneur installé au château de Saint-Maurice administre le pays conquis.

De leur côté, les Bernois ont pénétré en Pays de Vaud. Aigle et Bex deviennent un bailliage de la Ville et République de Berne.

La Savoie affaiblie militairement ne peut songer à reconquérir les pays perdus.

En 1506 un conflit surgit de nouveau, qui a pour origine des limites entre les deux Etats.

L'abbé de Saint-Maurice, Jean IV Bernardi d'Allinges, ayant fait établir une *banche*, c'est-à-dire un banc de justice sur sa seigneurie de Chièzes sur Troitorrents, le châtelain de Monthey, Jean Paërnat, ordonne de détruire la potence.

Mathieu Schiner, évêque de Sion, requiert le secours de ses alliés, les Confédérés ; de son côté, François de Luxembourg, apanagiste du Chablais, rassemble à Evian dix mille hommes prêts à partir en campagne.

Entre-temps, des pourparlers de paix s'établissent. Une diète, réunie à Baden, avec la participation de Mathieu Schiner et de l'abbé de Saint-Maurice, puis une conférence à Bex, avec les représentants de Charles III de Savoie, préparent une trêve qui est conclue à Ivrée, le 3 mars 1507, pour une durée de dix-huit ans.

Les progrès du protestantisme dans la région déterminent ensuite un rapprochement entre la Savoie et le Valais. Une alliance solennelle, célébrée dans la cathédrale de Sion, le 1<sup>er</sup> mai 1528, règle les relations entre les deux Etats.

### *Monthey devient pays sujet*

En 1536, la situation de Genève, prise dans un blocus entre la Savoie et la France, fournit à Berne l'occasion d'intervenir de nouveau en Chablais.

Pour mieux soutenir Genève, ville alliée, Berne juge indispensable d'occuper le pays qui sépare les deux villes. Le 15 janvier 1536, Berne

déclare la guerre au duc de Savoie. Après avoir envahi le Pays de Vaud, Jean-François Naegeli, à la tête des troupes bernoises, entre à Genève, où il est accueilli en libérateur. Puis il occupe le Chablais savoyard jusqu'à Thonon.

Dès qu'ils voient les Bernois occuper le Pays de Vaud, les Valaisans s'inquiètent. Ils craignent que Berne, qui possède déjà le mandement d'Aigle, ne jette aussi son dévolu sur Monthey et sur la région lémanique de la Savoie. Or les Valaisans estiment que le riche territoire qui s'étend de Saint-Maurice au lac doit leur revenir. Ne fait-il pas d'ailleurs partie du diocèse de Sion ? L'évêque Adrien I<sup>er</sup> de Riedmatten se pré-occupe du sort qui pourrait atteindre les catholiques du Chablais valaisan. Les Bernois ayant l'habitude d'imposer la Réforme dans les pays conquis, l'évêque veut protéger ses diocésains. Le 27 juin 1536, il invite Gilg Imahorn, gouverneur de Saint-Maurice, à s'informer des gens de Monthey pour savoir « si ceux-ci ne voudraient pas leur donner la main ».

Des promesses sont faites à la Savoie de lui restituer, moyennant dédommagement, les terres prises sous leur protection, lorsque Berne aura restitué les pays occupés. Le terrain étant préparé, les troupes valaisannes descendent de Saint-Maurice à Evian. En quatre jours, du 6 au 9 février, elles occupent toute la plaine, obtenant sur leur passage la soumission des populations.

Antoine Votaz, syndic de la communauté de Monthey-Collombey, et Mermet Clerc, syndic de Muraz, accompagnés de plusieurs notables, tels que Louis de Montheolo, Jean-Didier Paërnat, Guillaume du Fay et Pierre Neveu se rendent à Saint-Maurice pour mettre leurs communautés au pouvoir des Valaisans.

Les gens de Troitorrents et d'Illicz sont les moins pressés de se donner au Valais.

Le ralliement étant terminé, le 23 février a lieu à Saint-Maurice l'acte solennel de « dédition ». Les représentants des communes prêtent serment d'obéissance et de fidélité entre les mains de Jodoc Kalbermatter, capitaine-général. Puis, l'évêque, le bailli et les députés des sept dizains jurent à leur tour de procurer à leurs nouveaux sujets « avantage, profit et honneur ». Par cet acte, le mandement de Monthey et la Savoie jusqu'à Thonon deviennent pays sujets de la République des Sept Dizains. Un gouverneur haut-valaisan est installé au château de Monthey et un autre est placé à Evian ; puis, en 1538, par démembrement d'Evian, le bailliage de Saint-Jean-d'Aulph est constitué à son tour.

Les négociations au sujet des pays occupés par les Valaisans durent plus de trente ans. Une conférence qui réunit à Thonon les délégués des deux Etats, du 27 février au 4 mars 1569, aboutit enfin à une entente.

Un traité fixe la frontière entre les deux Etats à la Morge de Saint-Gingolph. Monthey est rattaché à la patrie du Valais.

Pour administrer le nouveau pays, la diète continue à nommer régulièrement un gouverneur, choisi à tour de rôle dans chacun des sept dizains.

### *Aux tournants de l'histoire*

Avec l'arrivée des gouverneurs haut-valaisans, en 1536, une page de l'histoire de Monthey a été tournée.

Pendant plus de six siècles, Monthey a fait partie du Chablais. D'abord bourgade minuscule dont l'histoire est à peine ébauchée, la cité se développe. Le Château-Vieux abrite ses habitants en même temps qu'il défend l'entrée de la vallée. Monthey devient ensuite chef-lieu de mandement, puis de châellenie. Les seigneurs savoyards lui donnent le caractère médiéval si caractéristique de l'époque ; ils se montrent princes « doux et paternels », signant chartes de franchises et pactes d'amitié avec ceux qu'ils appellent « Nos bien-aimés bourgeois de Monthey ».

Lorsque le Château-Vieux menace ruine, on en bâtit un autre, « une maison neuve et forte qui a deux tours et est située au bord du chemin de Monthey à Troistorrents ». Mais le régime change ; le château devient le siège des gouverneurs haut-valaisans. Dans la série des gouverneurs, il y en a de bons et de moins bons et même des mauvais. Il en est qui pour s'enrichir, ne se gênent pas de décréter des mesures iniques pour leurs subordonnés.

Une autre cause de malaise est plus profonde encore ; elle résulte d'une organisation inadmissible : une partie du pays, le Haut-Valais, détient la souveraineté, l'autre partie, le Bas-Valais, est réduite à la condition de sujet.

Une telle situation ne peut engendrer qu'amertume et aigreur. Un jour, la mesure étant comble, la révolte éclate. C'est le 8 septembre 1790, jour de marché. Sans préméditation, regrettant peut-être l'époque chablaisienne, irrités par de nouvelles vexations, les Montheysans chassent leur gouverneur, donnant le branle aux mouvements d'indépendance bas-valaisanne.